

LA PROTECTION DES  
DONNÉES PERSONNELLES  
DANS LES PAYS DE  
L'UNION EUROPÉENNE

— PAYS-BAS —



## LE DISPOSITIF NATIONAL DE PROTECTION DES DONNÉES

Ces dernières années l'autorité de protection des données néerlandaise (l'AP) a focalisé ses contrôles sur la mise en conformité des traitements mis en œuvre par l'administration. Dans son rapport d'activité de 2021 (disponible en néerlandais [ici](#)) elle note : *les citoyens ne peuvent pas dire aux agences gouvernementales : « Je n'aime pas les conditions de confidentialité, je vais aller ailleurs ; les citoyens doivent pouvoir être sûrs que c'est précisément le gouvernement qui traite leurs données avec le plus grand soin. »*

En parallèle, l'AP a sanctionné de grandes entreprises internationales ayant leur siège dans le pays : Booking, Transavia et TikTok entre autres.

### La loi nationale



- Loi d'application du Règlement général sur la protection des données (**Uitvoeringswet Algemene verordening gegevensbescherming**) du 16 mai 2018

### L'autorité de protection des données



- **Autoriteit Persoonsgegevens (AP)** – la version anglaise de son site disponible [ici](#)
- L'AP est une autorité administrative avec sa propre personnalité juridique et son propre budget
- Son budget augmentera progressivement pour atteindre 8 millions d'euros en 2026, suite à un accord de la coalition en tête du gouvernement

# LES SANCTIONS PHARES DE L'AUTORITÉ



## Qui L'administration fiscale et douanière néerlandaise

Quand Le 7 avril 2022

Combien 3,700,000 euros

Pourquoi Pendant de nombreuses années, l'administration fiscale conservait inutilement dans ses systèmes des données relatives à la double nationalité des demandeurs d'allocations familiales de manière **illégal** (non-respect du principe de **minimisation**) et **discriminatoire** (le droit aux allocations familiales n'est pas subordonné à la nationalité, mais à la résidence légale aux Pays-Bas).

\* Le **ministre des Finances néerlandais** a été sanctionné pour le même motif en novembre 2021 avec une **amende de 2.750.000 euros**.

## Qui Transavia

Quand Le 12 novembre 2021

Combien 400,000 euros

Pourquoi En raison de **manquements aux mesures de sécurité**, un hacker a pu s'introduire dans les systèmes de Transavia en 2019, dans lesquels il aurait potentiellement pu avoir accès aux données de 25 millions de passagers. Il a été déterminé que le hacker a en fait téléchargé les **données personnelles de 83 000 personnes**.

## Qui Le ministre des Affaires étrangères

Quand Le 24 février 2022

Combien 565,000 euros

Pourquoi Le système utilisé pour la procédure de délivrance des visas Schengen, n'a pas été pas suffisamment sécurisé. Par conséquent, il existait un risque élevé que des personnes non autorisées puissent accéder aux fichiers et les modifier. En outre, le ministère n'a pas fourni aux demandeurs de visa des informations suffisantes sur le partage de leurs données personnelles avec des tiers.

## Qui TikTok

Quand Le 9 avril 2021

Combien 750,000 euros

Pourquoi Les informations fournies par TikTok aux utilisateurs néerlandais - dont beaucoup sont de **jeunes enfants** - lors de l'installation et de l'utilisation de l'application étaient **en anglais et pas en néerlandais et donc difficilement compréhensibles**.

## LES SPÉCIFICITÉS LOCALES

### LE CONSENTEMENT DE MINEURS

L'âge minimum pour donner son consentement est de **16 ans**, comme prévu dans l'article 8 du RGPD.

Dans les cas où un enfant est âgé de moins de 16 ans, le consentement de son représentant légal est requis.



### NOTIFICATION D'UNE VIOLATION AUX PERSONNES CONCERNÉES

Les **entreprises financières** telles que définies dans la loi néerlandaise sur la surveillance financière sont **exemptées** de l'obligation de notification d'une violation de données à caractère personnel auprès des personnes concernées



### OBLIGATION DE CONDUIRE UNE AIPD

L'AP a publié une **liste d'activités de traitement qui nécessitent une analyse d'impact** sur la protection des données (AIPD). Elle inclut les traitements à grande échelle des données sensibles ou des données des personnes vulnérables, la vidéosurveillance à grande échelle et le profilage. L'AP n'a pas encore publié de liste avec des traitements ne nécessitant pas la réalisation d'une AIPD.

